

la carte blanche

Marie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC ; Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB ; Olivier Valentin, secrétaire général du Syndicat libéral.

Revitaliser ce pays pour lui donner du sens

La carte blanche de Johnny Thijs, Bernard Delvaux et Baudouin Meunier parue dans « Le Soir » de mercredi continue de susciter des réactions. Les leaders des trois grands syndicats francophones partagent l'analyse livrée par ces grands patrons et poursuivent la réflexion, notamment en matière d'emplois, d'environnement et de mobilité.

Système judiciaire aux abois, vétusté des chemins de fer, dangerosité de nos centrales nucléaires, délabrement du réseau routier, défaillance de l'enseignement, concertation sociale grippée... La litanie des dysfonctionnements qui touchent des pans entiers de nos institutions et de nos services est le triste révélateur d'un malaise prégnant. Les signaux d'alarme émis par différents milieux et les mises en garde répétées sur le manque de moyens n'y changent rien. Le gouvernement s'entête dans une cure d'austérité aveugle touchant les fonctions collectives et régaliennes de l'État. Cette politique risque de creuser davantage encore le fossé d'incompréhension entre la population et les hommes et femmes politiques censés les représenter.

C'est sur base de ce constat que nous souhaitons réagir à l'appel lancé dans *Le Soir* et le *Standard* par Johnny Thijs, Bernard Delvaux et Baudouin Meunier pour relancer la Belgique. En

tant qu'organisations syndicales, nous partageons leurs constats : il faut d'urgence revitaliser ce pays qui donne le sentiment de ne plus fonctionner.

Nous partageons aussi l'analyse des trois capitaines d'industrie sur les causes des problèmes : la structure institutionnelle de notre pays est devenue d'une complexité telle qu'elle génère immobilisme et inefficacité. Il est en effet devenu impossible de mettre en œuvre dans un délai raisonnable un projet de développement d'envergure dans la sphère publique.

Bruxellois, Flamands et Wallons méritent mieux que des « renvois de patates chaudes »

Nous souscrivons aussi aux cinq projets transversaux mentionnés dans la carte blanche, mais nous souhaitons les compléter et en ajouter d'autres.

La lutte contre le radicalisme passera nécessairement par un travail en amont pour offrir des perspectives à une jeunesse qui n'a souvent d'autre avenir que les limites de son quartier.

En matière de mobilité, un effort est nécessaire pour entretenir un réseau routier de qualité, mais il faut surtout fournir un effort massif pour le maintien et le développement de la desserte par rail (mode de transport motorisé le moins polluant) et pour le développement des transports

en commun ainsi que des modes de transport « doux » (ou « actifs »). Ces modes d'action sont indispensables pour réduire à zéro les émissions de CO₂ du transport tout en assurant à tous un accès équitable à la mobilité. L'investissement est une des fondations de notre politique en la matière, et il incombe aux responsables politiques d'opérer les bons choix. Se tromper serait impardonnable car irréparable.

Nous relayons évidemment la préoccupation des trois signataires de la carte blanche relative aux conséquences macro-économiques du vieillissement de la population et il nous semble urgent de développer une véritable politique de partage du temps de travail pour les personnes plus âgées afin qu'elles puissent envisager sereinement la fin de leur carrière.

Nous nous réjouissons de lire que le coût du travail n'est pas le seul facteur d'amélioration de la compétitivité des entreprises. Leur santé dépend aussi et surtout de leur carnet de commandes. Le dumping social, véritable fléau dans certains secteurs, doit être très vigoureusement combattu. De plus, la réduction du pouvoir d'achat de la population active et inactive a un impact négatif direct et immédiat sur le fonctionnement de l'économie.

Enfin, le refinancement des services publics passe inévitable-

ment par une réforme fiscale audacieuse qui doit faire contribuer l'ensemble des revenus, ceux du travail et surtout ceux du capital. Si l'assiette imposable n'est pas élargie, nous sommes condamnés à vivre dans un carcan budgétaire qui nous empêche d'envisager sereinement la mise en œuvre d'investissements à long terme et de garantir le financement de la sécurité sociale pour lutter contre les inégalités.

Les organisations syndicales sont évidemment demandeuses que s'ouvre un large chantier sur l'avenir de notre pays. Elles sont prêtes à y jouer un rôle constructif dans le respect de tous les acteurs participant à cette réflexion. Ce chantier doit rendre à l'action politique ses lettres de noblesse. Sans cela, la peur, la méfiance et l'inertie vont continuer à se propager, générant immobilisme et impuissance. Les Bruxellois, les Flamands et les Wallons méritent mieux que des « renvois de patates chaudes » ! Ils attendent un nouveau projet collectif qui donne du sens à un pays qui en manque cruellement. Ils attendent de l'État qu'il veuille au bien-être et à la sécurité de la population tout en lui donnant des perspectives d'émancipation sociale, culturelle et économique. Les conditions sont réunies pour ouvrir ce vaste chantier. Nous sommes preneurs et soucieux de trouver des interlocuteurs prêts à relever ces défis. ■

RÉPONSE AUX PATRONS

Charles Michel : 4 millions pour redorer notre image

Après la carte blanche dans *Le Soir* de trois patrons appelant le Premier ministre à « revitaliser ce pays qui donne l'impression de ne plus fonctionner », Charles Michel,

interrogé à la Chambre jeudi, a considéré cet appel comme « un message positif, une démarche noble de citoyens qui veulent donner une perspective à ce pays. Et je veux y apporter une réponse à la hauteur. Mais on voit qu'il y a une démarche d'instrumentaliser cet appel pour abîmer la Belgique et attaquer un peu bêtement le gouvernement. (...) Le danger, c'est un sentiment généralisé

de pessimisme.

Oui, nous sommes confrontés à des défis difficiles. Ce gouvernement a pris des initiatives claires et les premiers résultats sont visibles. Doit-on faire plus, mieux ? Oui. Je vois des initiatives à prendre. Vendredi, le conseil des ministres validera une communication internationale plus structurée, on verra si le privé veut se mobiliser à nos côtés. » Interrogé par nos

confrères de Jeudi en Prime, il a précisé que le gouvernement débloquerait 4 millions d'euros pour des campagnes de communication. « Je ferai des propositions pour donner des impulsions, sur l'emploi, la sécurité... Et je lance un appel : pas de sinistrose ; de la lucidité sur nos forces et les enjeux. », avait-il ajouté à la Chambre.

MA.D.